

Mayotte, le 27 mars 2018

Lettre ouverte des enseignants aux autorités publiques.

Madame, Monsieur,

Depuis deux semaines l'île vit un mouvement social sans précédent, dont le principal mot d'ordre est la lutte contre l'insécurité. Ce mouvement, légitime, est parti de l'éducation après les phénomènes de violences aux abords et à l'intérieur des établissements et des transports scolaires.

Aujourd'hui les enseignants sont en colère !

D'abord parce que l'éducation n'est plus au centre des revendications du mouvement, alors que l'école, si on lui en donnait les moyens, serait en capacité d'aider à prévenir la violence et la délinquance.

Ensuite, l'attitude du Vice-Rectorat, notre hiérarchie, n'a pas été à la hauteur de ses missions. Face aux collègues de Kahani, en droit de retrait depuis un mois, aucune réponse permettant la reprise du travail n'a été apportée. Depuis la rentrée en mode « dégradé », nos cours sont déstructurés, voire dans certains établissements, inexistantes.

Nous devons « bricoler » au jour le jour un accueil d'élèves divers dans des établissements souvent sans surveillant, sans CPE, sans infirmière, sans agent, sans collation... et avec des équipes pédagogiques réduites de deux-tiers.

Nous déplorons également l'absence totale d'empathie, de soutien moral, d'aide, de la part du Vice-Rectorat. Les établissements se sentent abandonnés.

Dans ce contexte, que se passera-t-il si un phénomène de violence éclate ?
Quelle réponse nous donnerez-vous ?

Depuis le début du mouvement vous avez constamment changé d'attitude. Dans un premier temps vous nous avez demandé de nous rendre dans les établissements pour assurer la continuité du service public. Mais, face aux barrages et aux risques que prenaient les collègues, vous avez fini par

clairement dire que « si les conditions étaient trop dangereuses, il était préférable de rester chez nous en attendant le retour au calme ».

Mais comment pouvez-vous demander aux candidats des examens, aux représentants des personnels, de venir à Mamoudzou alors que les routes sont barrées ? C'est de l'irresponsabilité !

Enfin, si nous, corps enseignant, souffrons en ce moment car nous ne nous sentons pas entendus, nous souffrons aussi en tant que citoyens, car les dérapages « sécuritaires » de ces derniers jours sont pour nous intolérables. Toute l'année nous enseignons le « vivre ensemble », les valeurs de tolérance et de fraternité.

Nous ne pouvons pas rester silencieux face à ces dérives. Le silence des autorités qui constatent les faits mais ne les empêchent pas, les rend complices de fait de ces exactions.

La fraternité, inscrite au fronton des mairies aux côtés de la liberté et de l'égalité, n'est pas pour nous un décorum, c'est un principe. Sinon cela signifie que Mayotte n'est pas un département comme les autres et que les lois y sont appliquées différemment.

Nous appelons les autorités à faire cesser les violences de toutes sortes !

Nous appelons les collègues à diffuser massivement cette lettre autour d'eux, et à réaffirmer ces principes dont on nous dit que nous sommes les garants !

Nous appelons enfin l'État à concevoir une vraie politique qui ne se limite pas à l'envoi des forces de l'ordre à Mayotte, mais à des investissements massifs dans les services publics, à commencer par l'éducation.

La seule solution face à la violence, c'est l'Éducation! Mettons y les moyens!

Les professeurs de «brousse» en colère.